



Munich Personal RePEc Archive

The impact of Russian presence in Africa

Kohnert, Dirk

GIGA Institute for African Studies, Hamburg

27 March 2022

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/112566/>
MPRA Paper No. 112566, posted 29 Mar 2022 10:57 UTC

L'impact de la présence russe en Afrique

Dirk Kohnert ¹

'L'histoire d'amour de l'Afrique du Sud avec la Russie'



Source: *Say my name* (2017) ²

Résumé : Poutine attache une grande importance à la reconstruction de la Russie en tant que puissance mondiale, y compris les relations avec l'Afrique. Mais alors que l'Union soviétique prônait la modernisation socialiste en Afrique, Moscou ne propose plus d'idéologies socialistes. Au lieu de cela, il se concentre sur l'accès aux élites africaines, en particulier les dirigeants autoritaires. Il cherche également à influencer les élections en sa faveur, en particulier dans les États fragiles mais riches en ressources. Le Kremlin dit vouloir éviter de concurrencer directement les autres puissances actives en Afrique. Au contraire, il veut se concentrer sur les pays où ni l'Occident ni la Chine ne dominent. Là, il s'attend à pouvoir travailler plus efficacement. Mais la Russie, comme la Chine, défie les normes occidentales, sapant les sanctions américaines et européennes. En outre, les deux partenaires stratégiques soutiennent la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. En plus, les relations de la Russie avec l'Afrique sont fortement influencées par son intérêt pour les ressources africaines et les marchés de la sécurité. La résurgence de la Russie en Afrique profite notamment du terrorisme islamiste, par exemple au Sahel et au Mozambique. Il utilise les États fragiles et les conflits en cours pour obtenir des contrats d'armement lucratifs et des concessions minières. Moscou a signé des accords de coopération militaire avec 21 gouvernements africains, y compris des négociations sur l'établissement de bases militaires. Il utilise des sous-traitants paramilitaires pour manipuler le cours des conflits locaux en sa faveur. En retour, Moscou peut compter sur le soutien des dirigeants africains en matière de politique étrangère. Ainsi, l'Érythrée a voté contre une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant fermement la guerre de la Russie en Ukraine. 18 autres pays africains se sont abstenus, dont le Mali, le Mozambique, l'Angola et l'Afrique du Sud.

Mots-clés : [Russie](#), [invasion](#), [Ukraine](#), [Afrique](#), [Afrique subsaharienne](#), [commerce international](#), [grande puissance](#), [matières premières africaines](#), [État fragile](#), [terrorisme islamiste](#), [marché des armes](#), [BRICS](#), [Chine](#), [Nigeria](#), [Érythrée](#), [Afrique du Sud](#), [Mali](#), [Mozambique](#), [sécurité énergétique](#), [UE](#), [OTAN](#)

JEL-Code: F13, F21, F35, F51, F52, F54, G28, H56, H77, N17, N47, P16, P27, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA Institut d'Études Africaines, Hambourg](#), Allemagne. *Projet* : 30 Mars 2022.

² Say my name (2017): South Africa's love affair with Russia: Old ties from the days of struggle are being renewed. London: *The Economist*, Johannesburg, 18 Mars 2017.

1. Introduction

L'engagement d'après-guerre de l'ex-[Union soviétique](#) en Afrique a commencé au milieu des années 1950 avec la [Conférence de Bandung](#) (1955) des [pays asiatiques et africains non-alignés](#). L'approche soviétique du « [contre-impérialisme](#) » était l'idéologie officielle qui a émergé au cours de la seconde moitié des années 1960 (Barratt, 1981). Cependant, en réalité, la politique africaine de [Moscou](#) était un mélange d'idéologie et de [realpolitik](#) qui avait été façonné par la rivalité géopolitique de l'[URSS](#) à l'époque de la [guerre froide](#) jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 (Matusevich, 2003). La [Russie](#) et la plupart des dirigeants africains partageaient une vision commune de [l'anticolonialisme](#), de la « [modernisation](#) » et de l'édification de la nation, stimulée notamment par l'intérêt russe pour les ressources et les marchés de l'Afrique. Un exemple remarquable est le soutien de [Nikita Khrouchtchev](#) au premier Premier ministre de la [République démocratique du Congo](#) indépendante (anciennement [Congo belge](#)), [Patrice Lumumba](#), qui a été assassiné par des alliés de l'Occident en raison de son penchant présumé pour les idéologies « communistes ». Bien que Moscou considérait le [socialisme africain](#), tel que propagé par [Julius Nyerere](#) en [Tanzanie](#), [Kenneth Kaunda](#) en [Zambie](#), [Kwame Nkrumah](#) au [Ghana](#), [Léopold Senghor](#) du [Sénégal](#), [Sékou Touré](#) de [Guinée](#) (Conakry) et [Modibo Keita](#) au [Mali](#), comme une déviation malvenue de la « vraie » [Socialisme marxiste-léniniste](#), il a fourni une aide, un soutien militaire et un capital social, par exemple, bourses d'études pour étudiants africains, étudiant en Russie (Kachur, 2022).

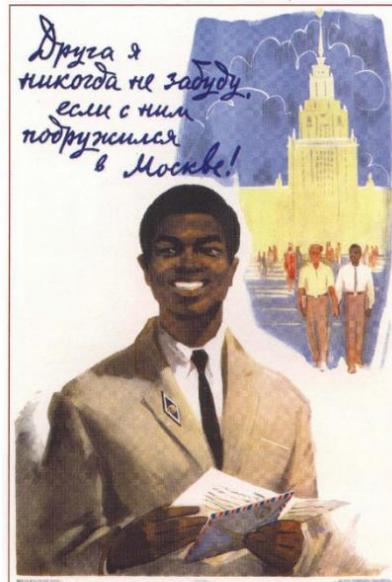
Dans ce qui suit, la politique africaine de Moscou sera analysée, en commençant par la période « socialiste » jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique en 1991, y compris la [Perestroïka](#) à la fin des années 1980, et la politique africaine à orientation géopolitique de [Vladimir Poutine](#) de 2012 jusqu'à présent. Ainsi, les différences substantielles entre les relations africaines de la Russie avec [l'Afrique du Nord](#) ([Maghreb](#) et [Égypte](#)) et [l'Afrique subsaharienne](#) (ASS) seront élaborées, en se concentrant sur les pays les plus importants de l'ASS, [l'Afrique du Sud](#) et le [Nigeria](#). Enfin, les conséquences de l' [invasion de l'Ukraine par la Russie](#) en 2022 sur les relations Russe-africaines seront décrites. La conclusion fournit des explications succinctes sur les réticences de nombreux États africains « socialistes » à voter contre l'agression de la Russie en Ukraine en prenant l'exemple de [l'Érythrée](#), et la position de l'[UE](#), des [États-Unis](#) et de [l'OTAN](#) vis-à-vis de la guerre de Poutine.

2. Les relations générales de Moscou avec l'Afrique depuis les années 1950

Immédiatement après [l'indépendance des anciens États coloniaux africains](#) au début des années 1960, et pendant la [guerre froide](#), des étudiants de presque tous les pays africains, qu'ils soient d'orientation « socialiste » ou « capitaliste », ont étudié en URSS. Une destination majeure était [l'Université Patrice Lumumba](#) de Moscou, fondée en 1960 pour aider les pays en développement récemment devenus indépendants. Au total, 56 000 étudiants de l'ASS ont étudié dans cette université la plus importante pour les étudiants arabes et africains au sein de l'ancien bloc socialiste. Lorsque l'Union soviétique s'est désintégré en décembre 1991, elle comptait encore 47 312 diplômés des pays arabes et 43 500 des pays africains, pour la plupart étudiant la médecine ou l'ingénierie. Depuis 1979, les étudiants africains en Russie étaient plus nombreux que ceux qui étudiaient au [Royaume-Uni](#), une autre destination majeure des étudiants des [pays anglophones](#) en développement. Pourtant, l'Université de Lumumba était souvent considérée par les Africains comme une institution discriminatoire, voire raciste.

Dans la vie de tous les jours, les étudiants africains ont souvent dû faire face à des agressions verbales et physiques de la part de Russes racistes. Néanmoins, entre 1988 et 1991, les Africains ont même dépassé ceux qui apprenaient aux [USA](#). Ainsi, les pays africains ont virtuellement surpassé les blocs concurrents « socialistes » et « capitalistes » occidentaux à différents niveaux. Après la Perestroïka, l'attractivité des universités russes pour les étudiants africains et arabes a fortement décliné avant de se redresser progressivement à la fin des années 1990 (Yengo & de Saint-Martin, 2017).

Graphique 1 : « Je n'oublierai jamais un ami si je me suis lié d'amitié avec lui à Moscou »
Étudiants africains à [l'Université Patrice Lumumba](#) (Moscou). Affiche de propagande, 1964



145. Сачков В.
Друга я никогда не забуду, если с ним подружился в Москве! 1964

Source: Yengo, & de Saint-Martin (2017)

Suivant sa politique de « [contre-impérialisme](#) », le [Kremlin](#) a été suffisamment opportuniste pour coopérer avec un large éventail de pays, allant des plus « progressistes » aux plus « réactionnaires ». En [Afrique de l'Ouest](#), cela comprenait par exemple à côté du [Ghana](#), la [Guinée](#), le [Mali](#) et le [Sénégal](#) également la [Côte d'Ivoire](#) et le [Nigeria](#), la deuxième plus grande économie africaine, à côté de [l'Afrique du Sud](#), où Moscou a soutenu l'[ANC](#) pendant la [lutte anti-apartheid](#) (Legvold, 1970). Les relations nigérianes-soviétiques ont atteint leur apogée pendant la [guerre civile nigériane](#) de 1967-1970 au [Biafra](#) (Matusevich, 2003).

Graphique 2 : Top fournisseurs d'armes à l'Afrique, 2017

Country	Percentage of sales
Russia	37.6%
US	16.3%
France	14.6%
China	9.2%
Source: SIPRI (2017); all rights reserved, used with permission	

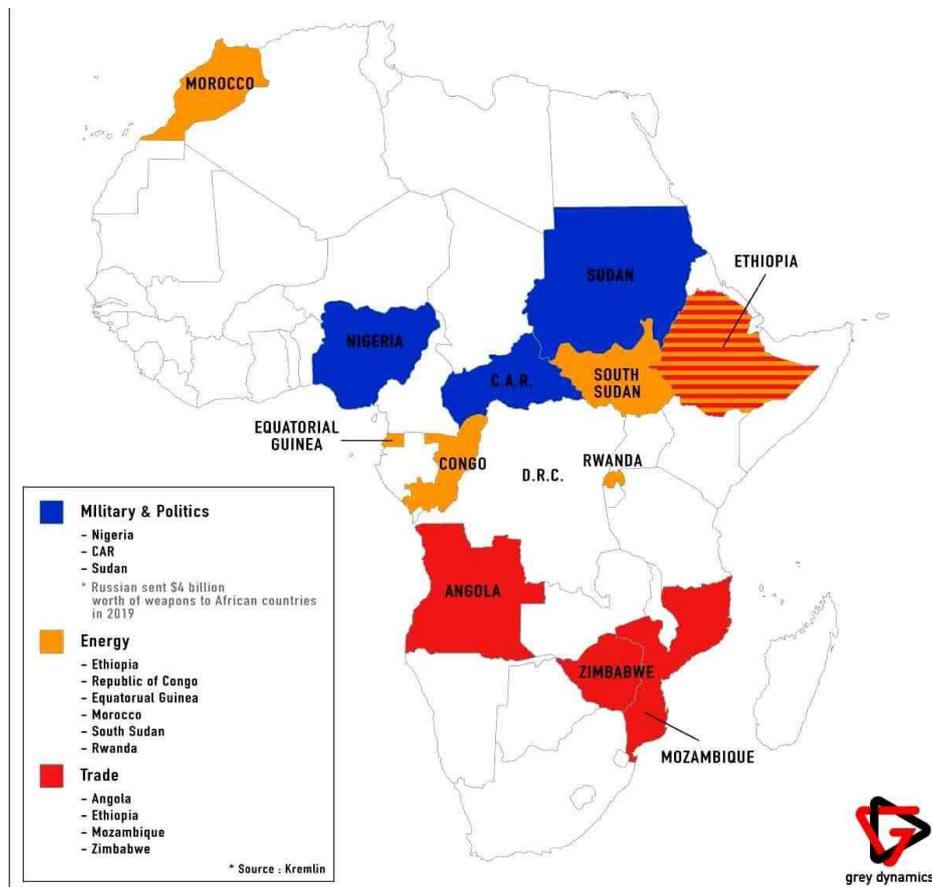
Source: Paczyńska, 2020; SIPRI, 2017

Cependant, il serait trompeur de trop se fier aux généralisations. En comparant la décennie de 1955 à 1964 (c'est-à-dire en incluant la conférence post-Bandung et la période post-indépendance immédiate) avec la décennie de 1965 à 1974, une baisse significative de l'aide russe à l'Afrique a dû être observée. La part de l'Afrique dans l'aide soviétique totale est passée de 47 % à 13 % et la part de l'aide à l'Afrique subsaharienne (ASS) de 13 % à 4 %. De plus, la majeure partie de l'aide africaine réduite était concentrée en [Afrique du Nord](#) (Barratt, 1981). Cela a été suivi par des politiques interventionnistes depuis 1975 et une concentration sur l'importance géostratégique de la [Corne de l'Afrique](#), y compris [l'Éthiopie](#), mais aussi sur [l'Afrique australe](#) riche en ressources, notamment [l'Angola](#), le [Mozambique](#) et la [Namibie](#).

Pourtant, la tendance de l'Union soviétique à exploiter l'instabilité et les conflits à ses propres fins n'a pas nécessairement favorisé la paix en Afrique (Barratt, 1981). L'implication des puissances occidentales non plus. Les deux ont plutôt utilisé les mouvements indépendantistes africains pour alimenter les [guerres par procuration](#) en ASS.

Dans la décennie qui a suivi l'effondrement de l'empire soviétique, l'implication de la Russie en Afrique a de nouveau augmenté de manière significative depuis 2014. La stratégie de Moscou s'est concentrée sur un mélange de ventes d'armes, de soutien politique, notamment de régimes autoritaires, et de coopération en matière de sécurité en échange de droits miniers, d'accès au marché et soutien diplomatique à sa politique étrangère. La Russie est devenue le plus grand fournisseur d'armes de l'Afrique.

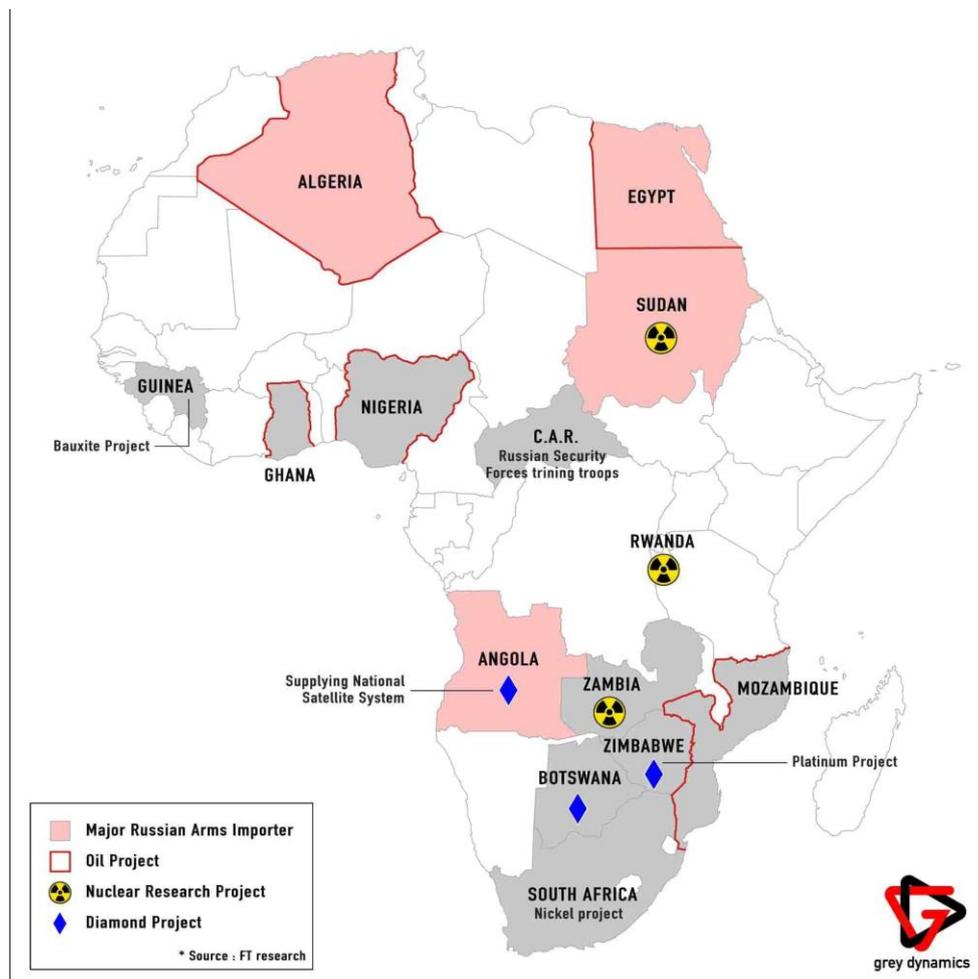
Graphique 3 : Les nouveaux accords de la Russie en Afrique



Source: Ersozogl, 2021

De plus, il a de plus en plus tenté d'influencer les élections dans les [États fragiles](#), renforçant les hommes forts autoritaires en échange d'un accès préférentiel aux ressources des pays (Paczyńska, 2020). Moscou a offert son aide aux pays confrontés à l'isolement politique et économique en raison des sanctions occidentales et a même déployé des entrepreneurs militaires privés, par ex. le [groupe Wagner](#), pour influencer l'issue des conflits locaux en sa faveur. Ainsi, la Russie et la Chine, qui avaient des rivaux asymétriques en Afrique des années 1960 aux années 1980, ont réussi à défier les normes occidentales en soutenant la [non-ingérence dans les affaires intérieures des États](#) (Ramani, 2021). Outre l'exemple le plus récent du remplacement des troupes françaises pour lutter contre le terrorisme islamique au [Mali](#), le [Mozambique](#) a été un autre cas. Depuis 2019, des mercenaires et du matériel militaire russes ont été livrés pour aider le gouvernement à [Maputo](#) à combattre les djihadistes, liés aux groupes [terroristes ISIS](#) et [Al-Shabaab](#), et les insurgés de la [province de Cabo Delgado](#), dans le nord du Mozambique, en échange d'une collaboration militaire, économique et politique, y compris la perspective d'une future base militaire navale russe dans le pays (Sukhankin, 2019). Ainsi, Moscou pourrait également déjouer le projet français concurrent de [Total](#) LNG au Mozambique. Aussi, selon un rapport des services de renseignements allemands, publié par le ministère des Affaires étrangères et un tabloïd allemand, la Russie était « contractuellement assurée » de construire des bases militaires au Mozambique, au [Soudan](#), à [Madagascar](#), en [Égypte](#), en [Érythrée](#) et en [République centrafricaine](#) (Ersozoglou, 2021).

Graphique 4 : La Russie élargit le périmètre en Afrique

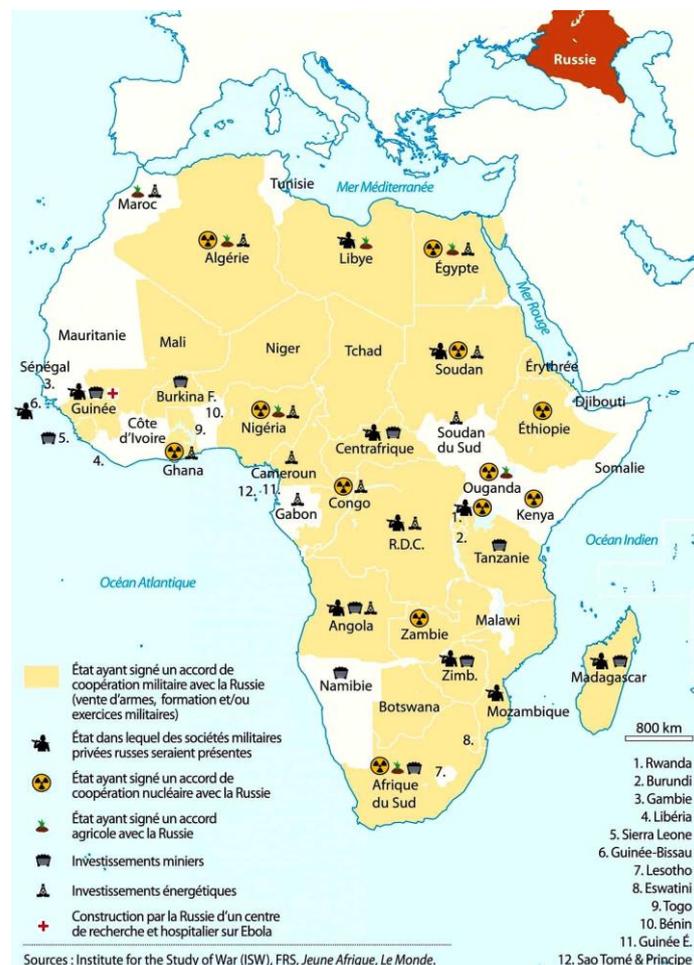


Source: Ersozoglou, 2021

Le Sommet Russie-Afrique 2019 à [Sotchi](#), co-organisé par le président russe [Vladimir Poutine](#) et le président égyptien [Abdel Fattah el-Sisi](#), premier du genre, et auquel ont participé 43 chefs d'État africains, a confirmé cette politique. Elle a conduit à plusieurs traités, notamment entre Moscou et [l'Union africaine](#) (Clifford, 2021). Un deuxième sommet avait été prévu à [Saint-Pétersbourg](#) en octobre 2022. Cependant, en raison de la guerre russo-ukrainienne et de la majorité des États africains qui oppose cette agression Russe, il est peu probable qu'il se réalise.

Le commerce et les investissements russes en Afrique ont considérablement augmenté, en particulier au [Maghreb](#), en [Égypte](#) et au [Soudan](#) (Paczyńska, 2020). L'une des raisons était l'attractivité croissante des marchés africains du gaz et du pétrole pour les sociétés russes telles que [Rosneft](#), [Gazprom](#), [Lukoil](#), non seulement comme une opportunité d'augmenter la production et l'impact sur le marché mondial du gaz, mais aussi pour influencer les prix et les conditions du marché d'autres pays (Shakhovskaya & Timonina, 2019). Ceci, d'autant plus, en ce qui concerne l'embargo occidental envisagé sur les importations de pétrole et de gaz en réaction des [États-Unis](#) et de [l'UE](#) à la guerre de Poutine en [Ukraine](#). À cet égard, la suggestion répétée des politiciens et des médias occidentaux que l'UE et ses États membres devraient accroître les importations de [gaz naturel liquéfié](#) africain, y compris le [Nigeria](#), [l'Égypte](#), le [Mozambique](#), la [Tanzanie](#) et le [Ghana](#) (Fox, 2022 ; Whitehouse, 2022) s'est avérée être une bénédiction mitigée.

Graphique 5 : La Russie en Afrique en 2019



Source: Lévesque, 2020

Le commerce entre la Russie et l'Afrique a doublé depuis 2015, pour atteindre environ 20 milliards de dollars par an en 2021 selon le président de la Banque africaine d'import-export, Benedict Oramah. La Russie a exporté pour 14 milliards de dollars de biens et services et a importé environ 5 milliards de dollars de produits africains. Les matières premières stratégiques présentent un intérêt particulier. Par exemple, [Rusal](#), une entreprise extrait de la [bauxite](#), la source de l'[aluminium](#), en [Guinée](#), et le groupe nucléaire [Rosatom](#) extrait de l'[uranium](#) en [Namibie](#). [Alrosa](#), la plus grande société d'extraction de diamants au monde, tentait d'étendre ses opérations en [Angola](#) et au [Zimbabwe](#), selon la [Fondation Carnegie pour la paix internationale](#) (Guensburg, 2022).

Graphique 6 : Partenaires commerciaux russes en ASS, 2019



Source: Guensburg, 2022; World Bank / UN

3. La Russie, le Maghreb et l'Égypte

La lutte pour la primauté entre [l'URSS](#) et l'Occident en [Égypte](#), qui revêt une importance géostratégique particulière, y compris le contrôle du [canal de Suez](#), a commencé immédiatement après le retrait de la [Grande-Bretagne](#) de son ancienne colonie. Cela ouvrait des opportunités intéressantes à qui réussissait à remplacer l'ordre colonial pour créer de nouvelles sphères d'influence dans la région du [Nil](#) et au [Moyen-Orient](#). Lorsque le président [Gamal Abdel Nasser](#) a nationalisé le canal, ce qui a conduit à la [crise du canal de Suez](#) d'octobre-novembre 1956, la Russie est devenue le premier allié du [Caire](#). Au cours de la décennie 1965-1974, la majeure partie de l'aide russe réduite à l'Afrique s'est concentrée sur [l'Afrique du Nord](#) (Barratt, 1981). La perte de l'Égypte au début des années 1980 a marqué la fin de la suprématie soviétique dans la région du Maghreb et en Égypte. Jusque-là, Moscou était le principal soutien militaire du Caire. Une période de recul, conséquence de l'effondrement de l'Empire soviétique en 1991, a été suivie d'un engagement revitalisé de la Russie au début des années 2010. Sous la présidence [d'Anouar el-Sadate](#), qui a réorienté le pays vers l'Ouest, les relations soviéto-égyptiennes se sont distancées. La coopération

économique bilatérale s'est arrêtée sur la plupart des projets. Les spécialistes soviétiques ont continué à travailler uniquement sur des projets où ils étaient engagés dans la modernisation (par exemple, l'usine métallurgique de [Helwan](#), la cimenterie [d'Assiout](#), l'usine réfractaire de Tabin). Les relations ne se sont normalisées que lorsque [Hosni Moubarak](#) est arrivé au pouvoir après [l'assassinat de Sadate](#) en 1981 (Kameneva1 & Lukyanova & Tavberidze 2018). Les relations politiques entre Moscou et Le Caire se sont considérablement améliorées depuis le règne de [Poutine](#) en 2000 et depuis 2014 par les élites égyptiennes au pouvoir sous l'actuel président [Abdel Fattah el-Sisi](#), en se concentrant sur la coopération dans le domaine de l'énergie et de l'assistance militaire (Purat & Bielickim2018).

Un changement fondamental dans les relations multilatérales est arrivé avec le « [Printemps arabe](#) » en 2011. Bien que la [révolution libyenne de 2011](#) puisse elle aussi être considérée comme une extension des mouvements sociaux et politiques en [Tunisie](#) et en [Égypte](#), le Kremlin n'était pas sûr de sa véritable force motrice. Il le considérait plutôt comme un coup d'État raté et non comme une révolution populaire (Chuprygin, 2019). La [Libye](#) a de nouveau plongé dans le chaos après que le soulèvement de 2011, soutenu par l'intervention militaire de [l'OTAN](#), a renversé l'autocrate [Mouammar Kadhafi](#). Pendant des années, la Libye a été divisé entre des administrations rivales à l'est et à l'ouest, chacune soutenue par diverses milices et gouvernements étrangers. En avril 2019, le chef rebelle, le général [Khalifa Haftar](#), soutenu par l'Égypte et les [Émirats arabes unis](#) (EAU), était sur le point de s'emparer de la capitale [Tripoli](#). Apparemment, les forces aériennes britanniques, françaises et américaines avaient également aidé les forces de Haftar. Cependant, lorsque la [Turquie](#) et le [Qatar](#) ont intensifié leur soutien militaire au gouvernement régulier, reconnu par [l'ONU](#), l'invasion a échoué. L'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 négocié par l'ONU a abouti à un gouvernement de transition et à des élections prévues pour le 24 décembre 2021 qui ont cependant été reportées. La chef politique de l'ONU, [Rosemary DiCarlo](#), a averti le [Conseil de sécurité de l'ONU](#) le 16 mars 2022 que la Libye pourrait à nouveau voir deux administrations rivales et un retour à l'instabilité. Elle a appelé à la tenue d'élections dès que possible pour unifier le pays déchiré par la guerre (Daily Shaba, 2022). La Russie, en revanche, a continué de faire de nouvelles percées sur le continent dans des pays actuellement instables, y compris dans la région centrale, tirant parti de l'instabilité pour accroître son influence et montrer son soutien aux dirigeants favorables aux intérêts russes, éroder l'influence occidentale dans la région (Clifford, 2022).

La coopération algéro-russe a été excellente tant pendant la [guerre d'indépendance algérienne](#) (1954-1962) que pendant la guerre froide. Les deux partenaires ont conclu un « partenariat stratégique », le premier document de ce type signé par Moscou avec un pays arabe (Mousli, 2019). En 2006, lorsque le président [Vladimir Poutine](#) s'est rendu à [Alger](#) en mars, des ventes d'armes russes, ainsi qu'un règlement de la dette de [l'Algérie](#) envers la Russie, ont été annoncés. Par ailleurs, [Gazprom](#) et la société nationale algérienne du gaz, [Sonatrach](#), ont signé un protocole d'accord en août. Cette dernière a fait craindre aux Européens que la Russie et l'Algérie (deux des trois principaux fournisseurs de gaz de l'UE) ne s'entendent pour augmenter le prix du gaz. En outre, la menace d'un syndicat de fournisseurs de gaz se développant en dehors de l'UE était une justification supplémentaire pratique pour les sociétés énergétiques françaises tentant de se consolider au sein du marché de [l'UE](#), comme [Gaz de France](#) et l'ancien GDF Suez (aujourd'hui [Engie SA](#)) (Katz, 2007). Pourtant, déjà, la crise gazière russo-ukrainienne de janvier 2006 avait été évaluée comme préjudiciable aux intérêts de l'Algérie. Les risques résultant de ce conflit pour les exportateurs de gaz naturel alimentant l'UE par gazoducs, comme l'[Algérie](#) et la [Norvège](#), pourraient être plus importants à long terme, car cela pourrait conduire l'Europe à mettre en place une politique de diversification de ses sources d'approvisionnement (Katz, 2007).

Les relations [Maroc](#)-Russie sont aussi traditionnellement très bonnes, bien que [Rabat](#) dépende encore beaucoup de la [France](#), de l'[UE](#) et des [États-Unis](#) pour le soutien politique, économique et financier. Pendant la [guerre froide](#), le Maroc était l'un des partenaires commerciaux les plus importants de l'Union soviétique en Afrique. Cependant, en 1980, le roi [Hassan II du Maroc](#) a ouvertement critiqué Moscou à propos du [conflit du Sahara occidental](#), car des armes soviétiques ont été fournies à l'Algérie qui l'a remise au [Front Polisario](#). Néanmoins, la Russie n'a jamais tenté de reconnaître la [République arabe sahraouie démocratique](#) (RASD). Aujourd'hui encore, le Maroc est le plus important fournisseur de [phosphate](#) de la Russie. La Russie, en revanche, a proposé d'exporter du [blé](#) qui, jusqu'au déclenchement de la guerre de 2014 en [Ukraine](#), était fourni en quantités considérables par [Kiev](#). Depuis le déclenchement de la guerre, le Maroc était également considéré comme un « partenaire stratégique » (Schumacher & Nitou, 2015).

Les relations tuniso-russes ont également beaucoup changé depuis la [révolution du Jasmin](#) en janvier 2011 qui a provoqué la chute du régime autocratique de [Ben Ali](#) (1987 à 2011). En 2013, Moscou et [Tunis](#) ont conclu un accord commercial, stipulant une augmentation des exportations agricoles tunisiennes pour compenser la réduction des importations russes à la suite des sanctions occidentales. Mais, somme toute, les relations extérieures bilatérales ont surtout reflété une convergence temporaire des besoins. Ils n'ont pas sapé les liens étroits de Tunis avec l'UE et les États-Unis (Schumacher & Nitou 2015). Une collaboration particulièrement enrichissante concernait le domaine de l'irrigation et de la gestion de l'eau. La Russie a élaboré et mis en œuvre le Schéma général des eaux de ruissellement au nord de Tunis et dans les régions du sud du pays, y compris la construction de la première et de la deuxième ligne de ponceaux Sedzhenan - Dzhumin - Medjerda et la supervision de la construction d'autres grands barrages (par exemple Dzhumin, Sedzhenan, Geza, Sidi al-Barak) ([Tunisia-Russia relations](#), Wikipedia).

Dans l'ensemble, plusieurs facteurs ont influencé les relations de la Russie avec [l'Afrique du Nord](#), notamment de nombreuses erreurs diplomatiques et militaires des puissances occidentales impliquées. Moscou a su exploiter cela à son avantage dans la [région MENA](#), car elle ne s'est pas souciée des régimes autoritaires, des États fragiles, de la quête occidentale de démocratisation et des sanctions. Seule le soutien économique limité que la Russie pouvait apporter à la région, compte tenu de ses propres difficultés, a empêché l'impact de Moscou d'augmenter encore plus qu'un veto occasionnel au [Conseil de sécurité de l'ONU](#) en faveur de ses alliés arabes. Après tout, la question reste ouverte de savoir si la Russie (l'Europe et les États-Unis) ait joué au Moyen-Orient ou qu'elle soit jouée par elle (Chuprygin, 2019).

4. La Russie et l'Afrique subsaharienne

Selon les cercles diplomatiques de Moscou, la Russie essaie d'éviter une confrontation frontale avec d'autres puissances mondiales en Afrique comme au temps de la guerre froide. On disait qu'il se concentrait plutôt sur des zones et des pays dans lesquels ni l'Occident ni la Chine n'étaient encore actifs, notamment parce que cela coûterait moins cher (Goble, 2021). Quoi qu'il en soit, les poids lourds africains comme [l'Afrique du Sud](#), le [Nigeria](#) et le [Kenya](#) sont toujours des partenaires russes fiables en Afrique subsaharienne, aux côtés de plusieurs autres pays africains. Les relations entre la Russie et la Côte d'Ivoire sont également devenues fortes et amicales après l'éclatement de l'Union soviétique en 1991, bien que le pays soit resté principalement attaché à son ancienne puissance coloniale, la France. Les relations bilatérales

se sont encore renforcées depuis que la Russie a envoyé des missions de l'ONU dans le pays ([Ivory Coast–Russia relations](#), Wikipedia).

Les relations entre la Russie et [l'Afrique du Sud](#) s'étaient distinguées du début des années 1960 jusqu'à la fin du régime de l'apartheid en 1994 par ses relations étroites et son soutien à la lutte de libération de [l'African National Congress](#) (ANC) et de ses alliés par une assistance logistique et militaire. De plus, la coopération avec le mouvement de libération comprenait un soutien diplomatique, des fournitures de nourriture, de voitures et de camions, de matériaux de construction et d'autres biens ainsi qu'une assistance médicale (Shubin, 1996). Un autre aspect important du soutien à la lutte de libération de l'ANC était l'aide de la Russie aux mouvements indépendantistes [namibiens](#), [angolais](#) et [mozambicains](#) et leur résistance à l'agression de l'Afrique du Sud. Les Soviétiques accusaient le [régime d'apartheid](#) d'être la principale cause des conflits en [Afrique australe](#) (Shubin, 1996). Cela correspondait au blâme de [Pretoria](#) contre la « menace communiste » pour toute la région, largement partagée par d'autres puissances occidentales, notamment les [États-Unis](#). Un exemple remarquable a été une audition sur « Le rôle de l'Union soviétique, de Cuba et de l'Allemagne de l'Est dans la fomentation du terrorisme en Afrique australe », organisée au [Sénat américain](#) en 1982 (Shubin, 1996).

De plus, les trois ou quatre premières années de la [perestroïka](#) (1985 à 1991) ont eu un impact positif sur les relations soviétiques avec l'ANC. Cependant, depuis 1989, les relations de Moscou avec l'ANC se sont détériorées. Les nouveaux dirigeants du Kremlin, [Mikhaïl Gorbatchev](#) et plus tard [Boris Eltsine](#), ont préféré une coopération directe avec le gouvernement de [F. W. de Klerk](#) pour obtenir rapidement des crédits, des prêts et des investissements. Les avantages personnels des [oligarques russes](#) auraient pu accélérer la nouvelle orientation. Les [élections sud-africaines de 1994](#), les premières au cours desquelles les citoyens noirs ont également été autorisés à voter, et la création du nouveau gouvernement de [Nelson Mandela](#), ont consolidé les relations bilatérales russo-sud-africaines (Shubin, 1996). Sous la présidence de [Jacob Zuma](#), les liens se sont encore resserrés, car V. Poutine a tenté de prendre pied dans ce pays africain de la plus haute importance géopolitique, car il avait eu des armes de destruction d'atomique jusqu'en 1990. Enfin, Moscou avait permis l'Afrique du Sud a rejoint la communauté [BRICS](#) (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) en 2010. De plus, le retour de la « Russie globale » a été facilité par l'intérêt des deux partenaires pour le développement énergétique soutenu par l'État, principalement dans le domaine nucléaire. Cependant, de tels projets, qui nécessitaient de lourdes subventions pour l'investisseur, courent également le risque d'alourdir le monopole russe de l'énergie nucléaire, [Rosatom](#), avec des responsabilités qu'il ne peut pas se permettre, notamment s'ils sont poursuivis principalement pour des raisons géopolitiques (Weiss & Rumer, 2019).

Le [Nigeria](#) est le pays le plus peuplé d'Afrique, la plus grande économie et le premier producteur de pétrole. Les beaux jours des relations russo-nigérianes sont arrivés avec le soutien de Moscou au gouvernement nigérian contre le [mouvement séparatiste du Biafra](#) (janvier 1967 à janvier 1970), entraînant la guerre civile nigériane (Matusevich, 2003). Cela a facilité le développement d'une coopération durable dans les domaines économique, politique, sécuritaire, social et culturel. Seul l'échec du projet de prestige soviéto-nigérian, le grand groupement étatique [Ajaokuta Steel Mill](#) qui a débuté en 1979 et est resté inachevé à ce jour, a temporairement terni les relations (Wapmut, 2014). À la fin de la [guerre froide](#), les liens bilatéraux se sont fortement affaiblis, en raison de la [perestroïka](#) (1985 à 1991) et du ralentissement de l'économie soviétique (Waliyullahi, 2016). Cependant, le gouvernement de [V. Poutine](#) a entamé une revitalisation des relations bilatérales. En mars 2001, le président nigérian [Olusegun Obasanjo](#) et son homologue russe ont signé une déclaration de partenariat,

suivie d'un accord sur la coopération militaire, la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la [piraterie maritime](#) en 2017 (Hedenskog, 2018), ainsi que sur la formation et l'approvisionnement des forces armées nigérianes en 26 août 2021 (Abdu & Ching 2021).

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, Moscou tenait à accéder aux marchés de l'[UE](#) et des [États-Unis](#). Cependant, les choses ont changé après que la Russie a [annexé la Crimée ukrainienne en 2014](#). Cela a entraîné des sanctions occidentales contre des [oligarques](#) individuels, principalement des alliés de premier plan du président Poutine, ainsi que des secteurs majeurs de l'économie russe. Tout cela, renforcé par la baisse des prix du pétrole, a poussé la Russie à chercher des alternatives en Afrique (Kachur, 2020).

Le regain d'intérêt de Moscou pour l'Afrique a montré une nouvelle facette avec la [pandémie de COVID-19](#) depuis 2020, comme l'ont révélé les cas des pays partenaires « socialistes » de longue date, la [Tanzanie](#) et la [Zambie](#). Outre la coopération dans les techniques d'énergie nucléaire, l'équipement militaire et la formation, principalement en échange d'un accès préférentiel aux ressources naturelles de l'Afrique, l'atténuation de la pandémie de COVID-19 a fourni des opportunités de première main pour de nouvelles manipulations géopolitiques grâce à l'utilisation de vaccins et à l'ouverture ou à la fermeture des frontières aux « amis » (Kachur, 2022). Enfin, la lutte contre le [terrorisme islamiste](#) dans des pays comme le [Mali](#) et le [Mozambique](#) a fourni d'importantes percées géostratégiques. Les perspectives prometteuses d'une future base militaire navale russe au Mozambique, et le déploiement de troupes mercenaires para-gouvernementales russes (le [groupe Wagner](#)) au [Mali](#), évinçant les unités antiterroristes françaises, ainsi qu'au [Soudan](#), en [République centrafricaine](#), à [Madagascar](#), en [Libye](#) et au [Mozambique](#) ([Groupe Wagner](#), wikipédia), ne sont que des exemples (Sukhankin, 2019; Ersozoglou, 2021).

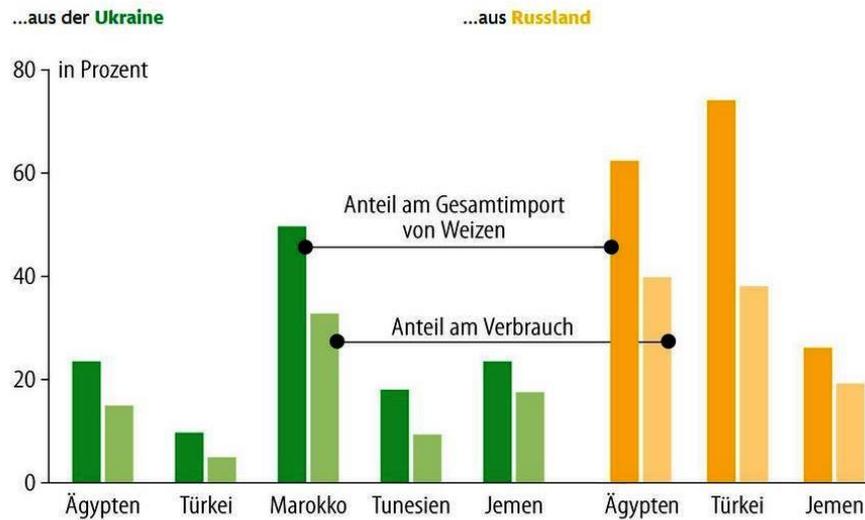
5. Les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur les relations africaines

La nouvelle [agression russe contre l'Ukraine](#) qui a débuté le 24 février 2022 - la plus grande attaque militaire contre un pays européen depuis la [Seconde Guerre mondiale](#) - a constitué un tournant dans l'histoire des relations russo-africaines. La plupart des pays africains sont des pays à faible revenu qui souffriront le plus, en particulier les Africains pauvres. Ils ont déjà dû supporter les conséquences de la [pandémie de COVID-19](#) et de la [crise climatique](#). Les retombées de la guerre russe vont encore accroître la faim et la pauvreté (Kappel, 2022). La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, la réduction du tourisme et les difficultés potentielles d'accès aux marchés internationaux des capitaux augmenteront la vulnérabilité, notamment dans les pays africains qui disposent d'une marge de manœuvre politique minimale pour contrer ces effets des chocs externes (Kammer et al, 2022).

Selon les analyses modélisées de [l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale](#), les pays [d'Afrique du Nord](#) seraient particulièrement touchés. Par exemple, plus de 30 % du blé consommé au [Maroc](#) provient de l'Ukraine qui est le deuxième exportateur de blé vers l'Afrique. En outre, la [Tunisie](#) et [l'Égypte](#) seraient durement touchées. En Tunisie, les importations de blé pourraient chuter durablement de plus de 15 %, tandis que les importations d'autres céréales chuteraient de près de 25 % dans la simulation. En Égypte, le déficit des exportations ukrainiennes de blé se traduirait par des importations de plus de 17 % et les importations d'autres céréales diminueraient de 19 %. [Le Caire](#) a déjà demandé l'aide du [FMI](#) en souvenir des sanglantes émeutes du pain du [Printemps arabe](#) (Saleh, 2022). [L'Afrique](#)

[du Sud](#) importerait 7 % de blé en moins et plus de 16 % d'autres céréales en moins. Les importations des autres céréales seraient également plus faibles au [Cameroun](#) (-14 %), en [Algérie](#) et en [Libye](#) (-9,6 %). Les importations de blé chuteraient sensiblement en [Éthiopie](#) (-9,6 %), au [Kenya](#) (-7,9 %), en [Ouganda](#) (-7,1 %), au [Maroc](#) (-6,2 %) et au [Mozambique](#) (-6 %) (Heidland, et al, 2022; Schiller, 2022).

Graphique 7 : Dépendance de l'Afrique du Nord vis-à-vis du blé d'Ukraine et de Russie (part des importations totales de blé et part dans la consommation en %)

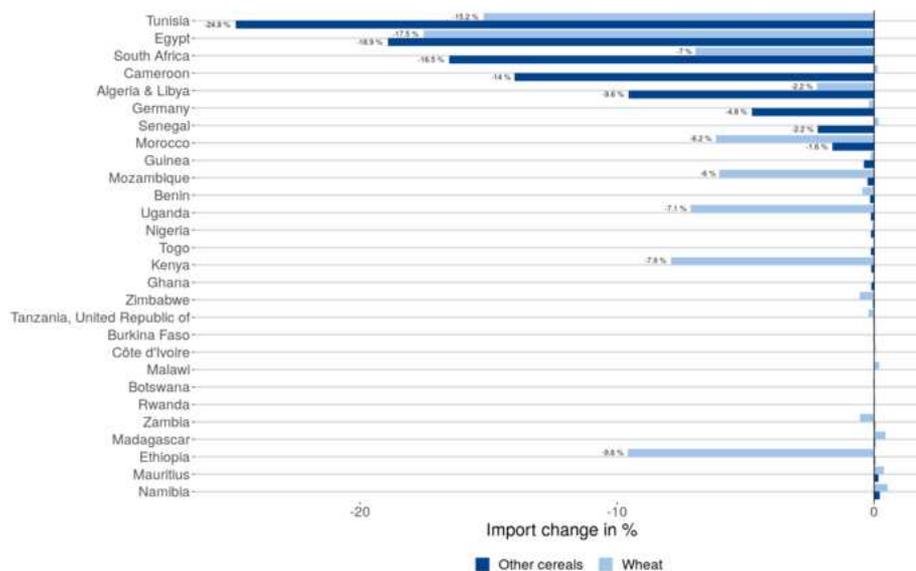


Grafik: Walter, jbel. / Quelle: UN Comtrade

Source: Schiller, 2022

Graphique 8 : Évolution des importations de blé et de céréales (en %) Arrêt du trading ukrainien, effets probables à long terme

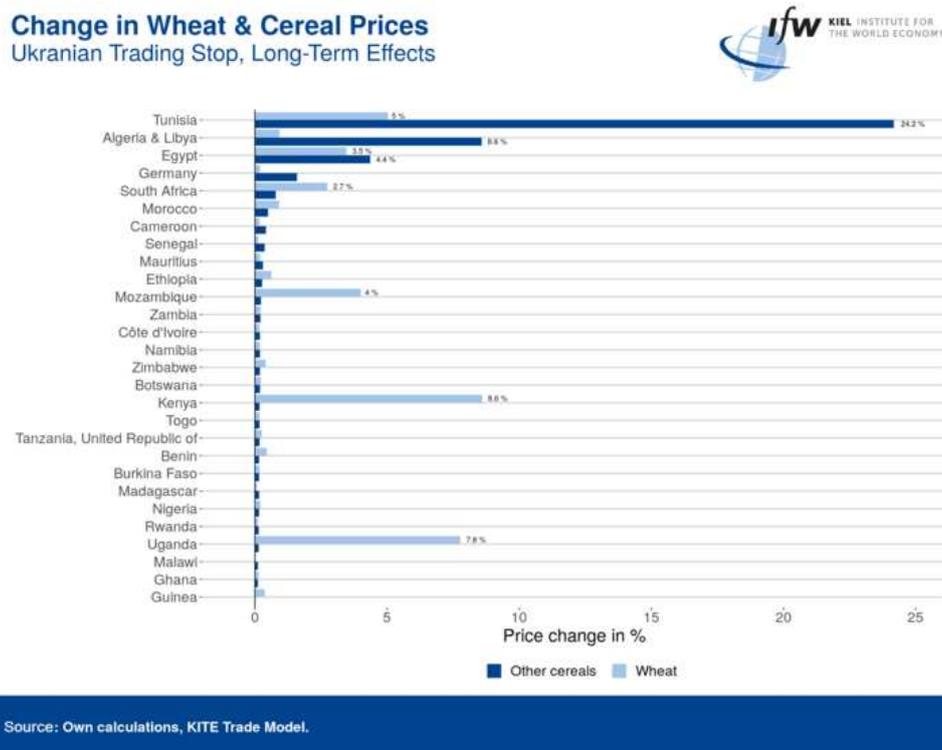
Change in Wheat & Cereals Imports
Ukrainian Trading Stop, Long-Term Effects



Source: Own calculations, KITE Trade Model.

Source: Heidland, et al, 2022

Graphique 9 : Evolution des prix du blé et des céréales (en %)
 Arrêt du trading ukrainien, effets probables à long terme



Source: Heidland, et al, 2022

Le quotidien sud-africain [Daily Maverick](#) a averti que la guerre dans la lointaine Europe « se fera sentir dans chaque village et chaque ville d'Afrique du Sud et du monde ». Les investissements de [l'Afrique du Sud](#) en Russie, qui s'élèvent à près de 80 milliards de [rands](#) sud-africains (US\$ 5 bn; £ 3,7 bn de), seraient également affectés négativement, tout comme les investissements russes en Afrique du Sud, totalisant environ 23 bn rands (Heywood, 2022). D'autre part, les pays producteurs de pétrole et de gaz, comme le [Nigéria](#) et [l'Angola](#), pourraient profiter de la hausse des prix. Pourtant, il est hautement improbable que les pauvres et les nécessiteux de ces pays en profitent également. Le coût de la nourriture et des transports devrait monter en flèche, avec des répercussions sur les prix de presque tous les autres produits, faisant monter l'inflation. De plus, les prix du pain sont un facteur majeur d'instabilité politique qui avait déjà déclenché le [printemps arabe](#) au début des années 2010. Les pays du [Maghreb](#), le [Maroc](#), [l'Algérie](#), la [Tunisie](#) et la [Libye](#), ainsi que [l'Égypte](#), tous fortement dépendants du blé, seraient probablement parmi les plus touchés. Enfin et surtout, les étudiants africains en Ukraine souffriront. La plupart d'entre eux venaient du Maroc (8 000), du Nigéria (4 000) et d'Égypte (3 500). Ils représentaient près de 20 % de tous les étudiants étrangers étudiant en Ukraine en 2020 (Heywood, 2022). Lorsque l'agression russe a commencé fin février 2022, de nombreux étudiants africains en Ukraine ont tenté de fuir vers les pays européens. Cependant, ils ont été maltraités par les forces de sécurité ukrainiennes à travers le [profilage racial](#) et en les empêchant de monter à bord des trains pour traverser dans les pays voisins (Holleis & Schwikowski 2022; Gbadamosi, 2022).

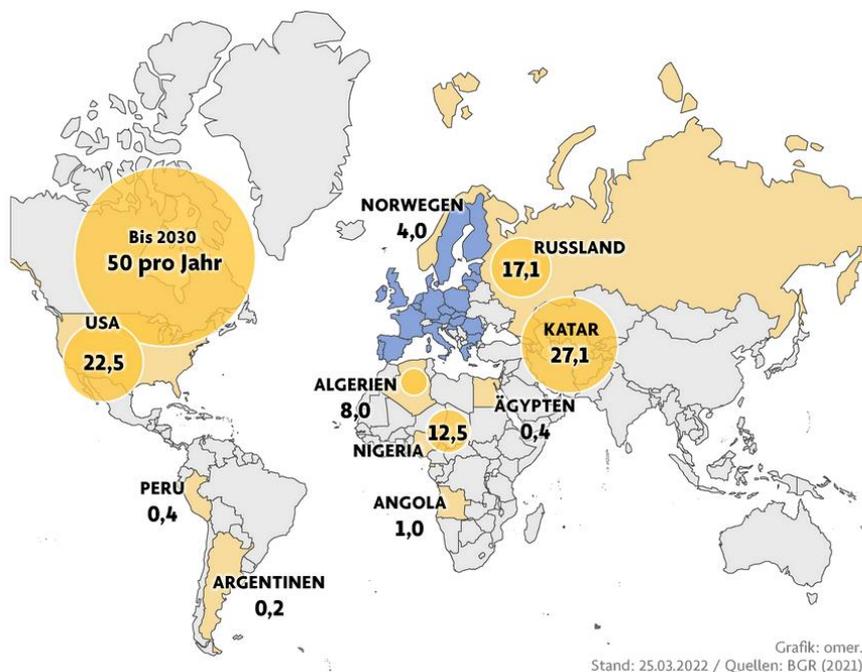
En principe, le riche potentiel du [gaz naturel liquéfié](#) (GNL) africain pourrait réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'énergie russe. Ainsi, [l'Algérie](#), 10e producteur mondial de gaz, contribue déjà à environ 8 % des importations de gaz naturel de l'UE. Parallèlement au gazoduc algérien, déjà existant vers [l'Espagne](#), il existe des perspectives prometteuses pour

d'autres exportateurs de gaz d'ASS. Par exemple, le [Nigeria](#), le plus grand producteur de GNL d'ASS, qui fournissait déjà du GNL à plusieurs pays européens, négocie avec le [Niger](#) et [l'Algérie](#) depuis plus d'une décennie sur un [gazoduc transsaharien](#) pour augmenter les exportations de gaz naturel vers les marchés européens. Le 16 février 2022, les trois pays ont signé un accord pour développer le pipeline, estimé à US\$ 13 bn. L'Europe sera probablement un bailleur de fonds clé, renforcée par la décision controversée de l'[UE](#) début février de qualifier les investissements dans le gaz naturel d'énergie « verte » (Resnick, 2022). Cependant, il convient de noter que le Nigéria n'a pas pris la peine de brûler son gaz naturel en tant que sous-produit de la production de pétrole pendant des décennies, ce qui constituait à l'époque la source la plus importante de [pollution environnementale](#) mondiale. Il est resté l'un des sept principaux pays brûlant du gaz depuis 2012. Même aujourd'hui, le pays perd encore environ US\$ 82 bn à cause du [torchage du gaz](#) chaque année. Dans ce contexte, les promesses [d'Abuja](#) de mettre fin au torchage du gaz semblent n'être que de l'air chaud (Adekoya, 2021; Ojewale, 2021).

Pourtant, il existe de graves problèmes de sécurité en raison de la montée du [terrorisme islamiste au Sahel](#), et les tensions entre les gouvernements [d'Alger](#) et de [Niamey](#) n'ont pas permis au projet d'aller de l'avant (Holleis & Schwikowski 2022). La [guerre en Ukraine](#) a également suscité un intérêt croissant pour les réserves de gaz de la [Tanzanie](#), qui sont les sixièmes en importance en Afrique. Au [Sénégal](#), la production de GNL devrait démarrer fin 2022 concernant les 40 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel qui avaient été découverts entre 2014 et 2017 (Resnick, 2022). Aussi, la [RD Congo](#) et [l'Angola](#), ont donné leur disponibilité pour augmenter les quantités de gaz naturel. Le Britannique [BP](#) et l'italien [Eni](#) ont récemment signé un accord pour former une nouvelle société gazière indépendante à 50/50 en [Angola](#).

Carte 1 : D'où vient l'UE-LNG

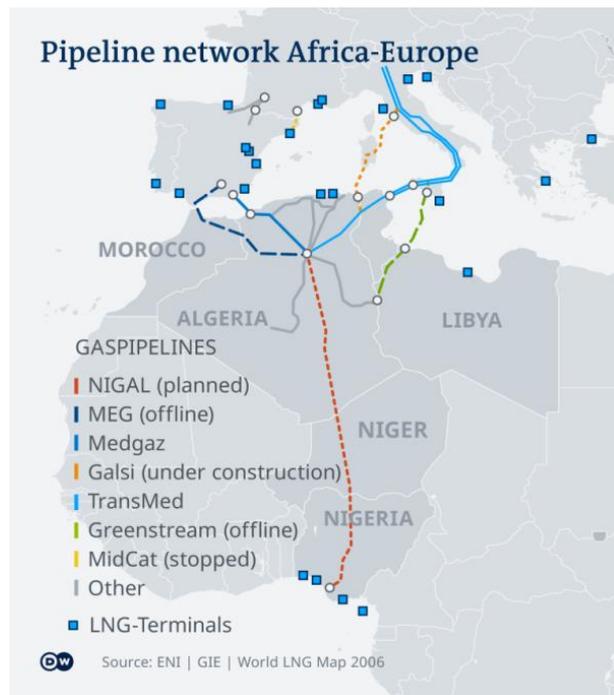
(importation de GNL par 28 membres de l'UE selon le pays d'origine en 2020, bn m³)



Source: Nestler et al, 2022

Cependant, en général, de sérieux goulots d'étranglement entravent la mise en œuvre de ces projets à court et moyen terme. La [Libye](#), par exemple, dont les réserves de gaz naturel en 2020 s'élevaient à environ 1,4 milliard de mètres cubes, est tellement divisée politiquement, et déchirée par la crise, qu'elle ne figure même pas sur la liste des pays exportateurs vers l'Europe. Son infrastructure insuffisante ne permet pas de relancer les exportations, encore moins de gérer les paiements. [L'Égypte](#), qui n'est pas encore connectée à un réseau de gazoducs européen, préfère livrer son GNL à la Chine sur la base de contrats à long terme à de bonnes conditions (Holleis & Schwikowski 2022).

Graphique 10 : Réseau de pipelines Afrique – Europe



Source: Holleis & Schwikowski 2022

6. Conclusion

Bien que les pays africains souffriront le plus des conséquences directes et indirectes de la [guerre russe en Ukraine](#), ils ont été réticents à soutenir les positions occidentales concernant l'agression russe pour diverses raisons. D'abord et avant tout, de nombreux États africains dépendent toujours beaucoup de la fourniture par la Russie d'équipements et de services militaires. Ceci est particulièrement pertinent pour les gouvernements africains autocratiques qui ont tendance à réprimer les mouvements d'opposition, y compris par des moyens militaires. Pourtant, même les gouvernements démocratiquement élus en [ASS](#) souffriront des chocs économiques de la guerre. Deuxièmement, les dirigeants africains, par exemple du [Kenya](#), du [Ghana](#) et de [l'Ouganda](#), ont à plusieurs reprises déploré le double standard politique de l'Occident, enfin lors de [l'assemblée générale de l'ONU](#) début mars 2022 où les votes ne sont cependant pas juridiquement contraignants. Par exemple, les interventions militaires au [Kosovo](#), en [Afghanistan](#), en [Irak](#), en [Syrie](#), au [Yémen](#), en [Somalie](#) et en [Libye](#) ont été jugées pour la plupart injustifiables, tout comme les interventions des [États-Unis](#) et de [l'OTAN](#) dans de nombreux pays. Parfois, ces interventions ont été commises sous de faux prétextes et en

violation flagrante du droit international avec des conséquences déstabilisatrices pour toute la région.

De plus, de nombreux États africains « socialistes » avaient des réserves éthiques et politiques supplémentaires. Après tout, [Moscou](#) avait soutenu les [mouvements de libération africains](#) de manière substantielle pendant des décennies jusqu'à la fin de la [guerre froide](#) (Allison, 2022 ; Bröll & Meier 2022 ; Krisch, 2022). L'[Érythrée](#) était le seul État africain à avoir voté en faveur de Moscou. 17 pays africains se sont abstenus, dont [l'Afrique du Sud](#), tandis que six n'ont pas participé pour éviter de prendre parti (Isilow, 2022). L'Érythrée n'a obtenu son indépendance vis-à-vis de l'Éthiopie qu'en 1993. Contrairement à l'[ANC](#) sud-africain, le [Front populaire de libération de l'Érythrée](#) (FPLE) n'avait pas été soutenu par Moscou qui, au contraire, collaborait avec son ennemi, le [DERG](#) éthiopien. Néanmoins, le FPLE considérait [l'Union soviétique](#) comme un allié stratégique contre [l'impérialisme](#). En outre, [l'Érythrée](#) présente un intérêt stratégique considérable pour Moscou en raison de sa situation à l'extrémité sud de la [mer Rouge](#), où d'autres grandes puissances régionales comme les États-Unis et la Chine ont déjà établi des bases militaires, p.ex. en [Djibouti](#) (Bröll & Meier 2022).

Face à la [nouvelle agression russe](#), les pays européens et l'[OTAN](#) se sont unis comme jamais auparavant depuis la fin de la [guerre froide](#). Selon le président français [Emmanuel Macron](#), la guerre de [Moscou](#) en [Ukraine](#) est « un tournant dans l'histoire de l'Europe et de notre pays ». Il a dénoncé une « violation de la Charte des Nations unies et des principes fondateurs de l'ordre européen et international » (Demagny, 2022). Le chancelier allemand [Olaf Scholz](#) a annoncé un changement de paradigme en réponse à l'invasion de l'Ukraine (Kinkartz, 2022). Le Premier ministre britannique [Boris Johnson](#) a qualifié les actions de la Russie en Ukraine de [crimes de guerre](#). Selon lui, le bombardement de [Kharkiv](#) par les forces russes était une atrocité qui rappelle les attentats de [Sarajevo](#) dans les années 1990 (James & MacLellan 2022). Le président américain [Joe Biden](#) a estimé que la [guerre de la Russie en Ukraine](#) pourrait définir la présidence de [V.Poutine](#). Il a assuré aux alliés américains, la [Pologne](#) et la [Roumanie](#), « de démontrer la force et l'unité de l'Alliance de l'OTAN et le soutien des États-Unis aux alliés du flanc oriental de l'OTAN face à l'agression russe » (Liptak & Collins 2022).

Dans quelle mesure cela aura un impact sur les relations russo-africaines reste à voir. Les liens étroits entre [Londres](#), [Paris](#) et [Lisbonne](#) et leurs anciennes colonies africaines, ainsi que l'influence politique et économique substantielle, y compris l'aide au développement, également fournie par des pays de l'UE comme [l'Allemagne](#), seront certainement utilisés comme argument pour convaincre les dirigeants africains de changer d'allégeance.

Bibliographie

- Abdu**, Grace Alheri & Nike **Ching** (2021): [Nigeria, Russia sign military agreement](#). *Voice of America* (VAO-news), August 26, 2021
- Adekoya**, Femi (2021): [Nigeria, others losing \\$82 billion from gas flaring yearly](#). Lagos: *The Guardian*, 30 September 2021
- Alexeeva**, O. V. (2021). [L'émergence du partenariat stratégique Chine-Russie en Afrique: mirage ou réalité?](#) *Diplomatie*, No. 108, pp. 70–73
- Allison**, Simon (2022): [Africa reacts to the Russian invasion of Ukraine](#). Washington D.C.: [Center for Strategic and International Studies](#). CSIS, March 8, 2022
- Barratt**, John (1981): [The Soviet Union and Southern Africa](#). South African Institute of International Affairs (SAIIA), 1 May 1981
- Bröll**, Claudia & Christian **Meier** (2022): [Krieg gegen die Ukraine : Russlands Verbündete in Afrika](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung, faz*, 4 March 2022
- Clifford**, Cayley (2022): [Russia hedging all bets amid uncertainty and turmoil in Libya after elections postponed](#). Johannesburg: [South African Institute of International Affairs](#), University of the Witwatersrand, *Daily Maverick*, 22 February 2022
- Clifford**, Cayley (2021): [The Bear is back: Russian re-engagement with Africa is picking up with Putin in the driving seat](#). Johannesburg: [South African Institute of International Affairs](#), University of the Witwatersrand, 8 Jul 2021
- Chuprygin**, A. (2019): [Russia and the United States in the cases of Egypt and Libya](#). In: Mezran, Karim & Arturo Varvelli (eds.): [The MENA region: A great power competition](#). Washington DC: *The Atlantic Council*, October 8, 2019
- Daily Shaba** (2022): [UN urges 2022 elections to prevent division in Libya](#). Istanbul: *Daily Shaba*, 17 Mar 2022
- Demagny**, Xavier (2022): [Guerre en Ukraine : "Un tournant dans l'histoire de l'Europe et de notre pays"](#). Paris : *France-Inter*, 24 February 2022
- Ersozoglu**, Eren (2021): [Russian military base in Mozambique: Intent, impact & impediment](#). London: *Grey Dynamics*, 15 April 2021
- Fox**, Benjamin (2022): [African states eye EU gas opportunity from Ukraine crisis](#). [EURACTIV.com](#), 25 February 2022 (updated: 2 March 2022)
- Gbadamosi**, Nosmot (2022): [How the Russia-Ukraine war impacts Africans](#). Washington, DC: *Foreign Policy*, 2 March 2022
- Goble**, Paul (2021): [Moscow expanding diplomatic contacts with less prominent countries in Africa](#). *Eurasia Daily Monitor*, Volume: 18 Issue: 35, 2 March 2021
- Guensburg**, Carol (2022): [Russia steadily rebuilding presence in Africa](#). Washington D.C.: *Voice of America, Voa-news*, February 21, 2022
- Hedenskog**, Jakob (2018): [Russia is stepping up its military cooperation in Africa](#). Stockholm: FOI, Memo 6604, Swedish Defence Research Agency, December 2018
- Heidland**, Tobias et al (2022): [Cereal exports: Ukraine default hits African countries hard](#). Kiel: Institute for the World Economic, 11 March 2022
- Heywood**, Mark (2022): [Ukraine crisis and Africa: The effects on oil, students and bread](#). London: BBC, 24 February 2022

- Holleis, Jennifer & Martina Schwikowski** (2022): [Europe looks to Africa to fill natural gas gap](#). Bonn: *Deutsche Welle (DW)*, 4 March 2022
- Isilow, Hassan** (2022): [Russia's war on Ukraine leaves African countries in 'tight spot'](#). Ankara: *Anadolu Agency*, 7 March 2022
- James, William & Kylie MacLellan** (2022): [UK PM Johnson says Russia's actions in Ukraine qualify as war crimes](#). London: *Reuters* news agency, 2 March 2022
- Kachur, Dzvinka** (2022): [Russia's resurgent interest in Africa: The cases of Zambia and Tanzania](#). Johannesburg: [South African Institute of International Affairs](#), University of the Witwatersrand
- Kachur, Dzvinka** (2020): [Red lights are flashing over Russian dealings with Mozambique and Zimbabwe](#). Johannesburg: [South African Institute of International Affairs](#), University of the Witwatersrand. 3 Dec 2020
- Kameneva1, M. & G. Lukyanova & D. Tavberidze** (2018): [Foreign relations and inter-civilizational interaction from a social-political perspective: The case of Russia, Iran and Egypt](#). *European Research Studies Journal*, vol. 21 (2), 2018, pp. 499-513
- Kammer, Alfred et al** (2022): [How war in Ukraine is reverberating across world's regions](#). Washington: IMF, March 15, 2022
- Kappel, Robert** (2022): [Russland und Afrika – der Überfall auf die Ukraine führt zur nächsten Großkrise](#). *Weltneuermessung*, blog, 15 March 2022
- Katz, M.N.** (2007): [Russia and Algeria: partners or competitors?](#) Fairfax County, Virginia (USA): George Mason University
- Kinkartz, Sabine** (2022): [German Chancellor Olaf Scholz announces paradigm change in response to Ukraine invasion](#). Bonn: *Deutsche Welle (DW)*, 27 February 2022.
- Krisch, Nico** (2022): [Zweierlei Maß? - Der Angriff auf die Ukraine und die Rolle des Westens](#). Geneva: Graduate Institute of International and Development Studies, *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 24 March 2022
- Legvold, Robert** (1970): [Soviet Policy in West Africa](#). *Harvard University Press* 1970
- Lévesque, J.** (2021) : [La nouvelle puissance russe en Afrique: atavisme des ambitions soviétiques, néo-impérialisme ou pragmatisme ?](#) *Diplomatie*, No. 108, pp. 40–47
- Liptak, Kevin & Kaitlan Collins** (2022): [Biden and his team believe Russia's war in Ukraine could define his presidency](#). CNN, 5 March 2022
- Matusevich, Maxim** (2003): [No easy row for a Russian hoe: Ideology and pragmatism in Nigerian-Soviet relations, 1960-1991](#). *Africa World Pr.* 1 September 2003
- Mousli, M.** (2019): [Algerian—Russian Cooperation: True Strategic Partnership?](#) *Vestnik RUDN. International Relations*, 2019 Vol. 19 No. 2 284—292, Mission of the League of Arab States, Moscow, Russian Federation
- Nestler, Franz & Helmut Bündler & Christian Geinitz** (2022): [So soll das Flüssiggas schneller nach Europa kommen](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 25 March 2022
- Ojewale, Oluwole** (2021): [Are Nigeria's promises to end gas flaring merely hot air?](#) Pretoria: [Institute for Security Studies \(ISS\)](#), 23 Nov 2021
- Paczyńska, Agnieszka** (2020): [Russia in Africa: is great power competition returning to the continent?](#) Bonn: German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), *Briefing Paper* 15/2020
- Purat, Andrzej & Paweł Bielicki** (2018): [Russia under the pyramids. The significance of Russia-Egypt relations under Vladimir Putin](#). *Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Mikołaja Kopernika*, vol. 33, no. 26, pp. 9-27

- Ramani**, Samuel (2021): [Russia and China in Africa: Prospective partners or asymmetric rivals?](#) Johannesburg: [South African Institute of International Affairs](#), University of the Witwatersrand, *SAIIA Policy Insights* No 120, December 2021
- Resnick**, Danielle (2022): [What does the war in Ukraine mean for Africa?](#) Washington D.C.: Brookings Institution, 25 February 2022
- Saleh**, Heba (2022): [Egypt asks for IMF support to help it weather Ukraine crisis](#). London: *Financial Times*, 23 March 2022
- Say my name** (2017): [South Africa's love-affair with Russia: Old ties from the days of struggle are being renewed](#). *The Economist*, Johannesburg, 18 March 2017
- Schiller**, Anna (2022): [Drohende Hungerkrise in Afrika : Die langen Schatten des Ukrainekriegs](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 22 March 2022
- Schönherr**, Markus (2022): [In Südafrika wächst die Kritik an Pretorias Russland-Kurs](#) , RND, Redaktionsnetzwerk, Deutschland, 4 March 2022
- Schumacher**, Tobias & Cristian **Nitoiu** (2015): [Russia's foreign policy towards North Africa in the wake of the Arab Spring](#), *Mediterranean Politics*, vol. 20 (1), 97-104
- Shakhovskaya** L.S. & V. I. **Timonina** (2019): [Russia on the African natural gas market](#). In: Popkova E. (eds), *The Future of the Global Financial System: Downfall or Harmony*. Institute of Scientific Communications (Volgograd, Russia), (ISC), 2018. *Lecture Notes in Networks and Systems*, vol. 57, pp. 705-707
- Shubin**, Vladimir (1996): [The Soviet Union / Russian federation's relations with South Africa, with special reference to the period since 1980](#). *African Affairs*, vol. 95, No. 378 (January, 1996), pp. 5-30
- Stronski**, P. (2019). [Late to the party: Russia's return to Africa](#). Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace
- Sukhankin**, S. (2021). [Les contrats militaires privés, instruments de l'influence russe en Afrique subsaharienne](#). *Diplomatie*, No. 108, pp. 54–57
- Sukhankin**, Sergey (2019): [Russia prepares a foothold in Mozambique: risks and opportunities](#). *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, issue, 142, 15 October 2019
- Waliyullahi**, Abimbola Damilola (2016): [Russia/Nigeria Diplomatic Ties: An historical perspective](#). *European Scientific Journal*, January 2016
- Wapmut**, Sharkdam (2014): [Trade and investment relations between Nigeria and Russia](#). *Journal of African Foreign Affairs*, vol. 1, No. 2, online: 1 Jan 2014
- Weiss**, Andrew S. & Eugene **Rumer** (2019): [Nuclear enrichment: Russia's ill-fated influence campaign in South Africa](#). Washington D.C.: [Carnegie Endowment for International Peace](#), 16 December 2019
- Whitehouse**, David (2022): [Russia's invasion of Ukraine to trigger seismic shift to African gas](#). *The Africa Report*, 24 February 2022
- Yengo**, P. & de **Saint-Martin**, M. (2017). [How "Red" elites contributed to shaping postcolonial states](#). *Cahiers d'études africaines*, 226, 231-258

Abstract : Putin attaches great importance to rebuilding Russia as a world power, including relations with Africa. But while the Soviet Union used to advocate socialist modernization in Africa, Moscow no longer offers socialist ideologies. Instead, it focuses on access to African elites, particularly authoritarian leaders. It also seeks to sway elections in its favour, particularly in fragile but resource-rich states. The Kremlin says it wants to avoid competing directly with other global powers active in Africa. Instead, it wants to focus on countries where neither the West nor China dominates. There it expects to be able to work more effectively. But Russia, like China, is challenging Western norms, undermining US and EU sanctions. In addition, both strategic partners support non-interference in the internal affairs of states. In addition, Russia's relations with Africa have been motivated significantly by its interest in African resources and security markets. Russia's resurgence in Africa benefits not least from Islamist terrorism, for example, in the Sahel and Mozambique. It uses fragile states and ongoing conflicts to secure lucrative arms deals and mining concessions. Moscow signed military cooperation agreements with 21 African governments, including negotiations on establishing military bases. It uses paramilitary contractors to manipulate the course of local conflicts in its favour. In return, Moscow can count on the support of African leaders in foreign policy. Thus, Eritrea voted against a UN General Assembly resolution strongly condemning Russia's war in Ukraine. 18 other African countries abstained, including Mali, Mozambique, Angola and South Africa

Zusammenfassung: Putin misst dem Wiederaufbau Russlands als Weltmacht große Bedeutung bei, einschließlich der Beziehungen zu Afrika. Doch während die Sowjetunion früher die sozialistische Modernisierung in Afrika propagierte, bietet Moskau keine sozialistischen Ideologien mehr an. Stattdessen konzentriert es sich auf den Zugang zu afrikanischen Eliten, insbesondere zu autoritären Führern. Außerdem versucht es, Wahlen zu seinen Gunsten zu beeinflussen, insbesondere in fragilen, aber rohstoffreichen Staaten. Damit will der Kreml nach eigenen Angaben vermeiden, direkt mit anderen in Afrika aktiven Mächten zu konkurrieren. Vielmehr will er sich auf Länder konzentrieren, in denen weder der Westen noch China dominieren. Dort erwartet er, effektiver arbeiten zu können. Doch Russland stellt ebenso wie China westliche Normen in Frage und untergräbt damit die US- und EU-Sanktionen. Darüber hinaus unterstützen beide strategischen Partner die Politik der Nichteinmischung in innere Angelegenheiten der Staaten. Zudem werden Russlands Beziehungen zu Afrika maßgeblich durch sein Interesse an afrikanischen Ressourcen und Sicherheitsmärkten beeinflusst. Russlands Wiedererstarben in Afrika profitiert nicht zuletzt vom islamistischen Terrorismus, etwa in der Sahelzone und in Mosambik. Dabei nutzt es fragile Staaten und andauernde Konflikte, um sich lukrative Waffengeschäfte und Bergbaukonzessionen zu sichern. Moskau unterzeichnete militärische Kooperationsabkommen mit 21 afrikanischen Regierungen, einschließlich Verhandlungen über die Errichtung von Militärstützpunkten. Es nutzt paramilitärische Auftragnehmer, um den Verlauf lokaler Konflikte zu seinen Gunsten zu manipulieren. Im Gegenzug kann Moskau auf die Unterstützung afrikanischer Führer in der Außenpolitik zählen. So stimmte Eritrea gegen eine Resolution der UN General Versammlung, in welcher Russlands Krieg in der Ukraine scharf verurteilt wurde. 18 weitere afrikanische Länder enthielten sich der Stimme, darunter Mali, Mosambik, Angola und Südafrika.